

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS 30.239/2

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES 30.239/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 31 mai 2000, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux conditions de formation et d'expérience professionnelles pour exercer une fonction de direction ou d'exécution au sein d'une entreprise de sécurité et relatif à l'agrément des formations", a donné le 22 novembre 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 31 mei 2000 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de vereisten inzake beroepsopleiding en -ervaring voor het uitoefenen van een leidinggevende of een uitvoerende functie in een beveiligingsonderneming en betreffende de erkenning van de opleidingen", heeft op 22 november 2000 het volgende advies gegeven :

Observations générales

I. 1. La directive 92/51/CEE du Conseil du 18 juin 1992 "relative à un deuxième système général de reconnaissance des formations professionnelles, qui complète la directive 89/48/CEE" prévoit des règles différentes de reconnaissance des formations professionnelles selon que l'Etat membre d'accueil exige, pour l'exercice d'une profession déterminée, un diplôme, un certificat, une attestation de compétence ou un titre sanctionnant une formation générale du niveau de l'enseignement primaire ou secondaire (titre FGEPS).

Les formations prévues par le projet ne peuvent être considérées comme des formations donnant lieu à un diplôme ou à un certificat, dès lors qu'en vertu de l'article 1er, a) et b), de la directive, ceux-ci sanctionnent "un cycle d'études postsecondaires" ou un cycle d'études ou de formation professionnelle, un stage ou une période de pratique professionnelle accomplis "après avoir suivi un cycle d'études secondaires". Or, les formations prévues dans le projet sont accessibles sans aucune condition de diplôme préalable, de sorte qu'elles ne peuvent être assimilées à un enseignement faisant suite à un cycle d'études secondaires. Il en résulte que les attestations de compétence prévues par le projet correspondent à la notion d'attestation de compétence que l'article 1er, c), de la directive définit comme étant :

"... tout titre :

- qui sanctionne une formation ne faisant pas partie d'un ensemble constituant un diplôme au sens de la

.../...

Directive 89/48/CEE ou un diplôme ou un certificat au sens de la présente Directive;

ou

- délivré à la suite d'une appréciation des qualités personnelles, des aptitudes ou des connaissances du demandeur, considérées comme essentielles pour l'exercice d'une profession par une autorité désignée conformément aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives d'un Etat membre, sans que la preuve d'une formation préalable ne soit requise."

La durée réduite des formations organisées par le projet qui comportent respectivement septante-deux, septante-cinq et soixante heures de cours confirme qu'il s'agit d'une attestation de compétence (1).

2. En vertu de l'article 8 de la directive :

"Lorsque dans un Etat membre d'accueil, l'accès à une profession réglementée ou son exercice est subordonné à la possession d'une attestation de compétence, l'autorité compétente ne peut refuser à un ressortissant d'un Etat membre, pour défaut de qualification, d'accéder à cette profession ou de l'exercer dans les mêmes conditions que les nationaux :

(1) Dans un document interne de la Commission européenne transmis à l'auditeur rapporteur et intitulé "vademecum sur le système général de reconnaissance des qualifications professionnelles instauré par la directive 89/48/CEE et complété par la directive 92/51/CEE" il est précisé, à la page 29, que "l'attestation de compétence sanctionne une formation très courte (de quelques mois) qui n'a aucun lien avec la formation secondaire (longue ou courte) antérieure".

- a) si le demandeur possède l'attestation de compétence qui est prescrite par un autre Etat membre pour accéder à cette même profession sur son territoire, ou l'y exercer, et qui a été obtenue dans un autre Etat membre

ou

- b) si le demandeur justifie de qualifications obtenues dans d'autres Etats membres,

et donnant des garanties équivalentes, notamment en matière de santé, de sécurité, de protection de l'environnement et de protection des consommateurs, à celles exigées par des dispositions législatives, réglementaires ou administratives de l'Etat membre d'accueil.

Si le demandeur ne justifie pas de cette attestation de compétence ou de telles qualifications, les dispositions législatives, réglementaires ou administratives de l'Etat membre d'accueil s'appliquent."

La notion de "qualifications obtenues dans d'autres Etats membres" n'est pas définie dans la Directive. Il semble que ce terme doive se comprendre dans un sens large. Ainsi, le Vademecum déjà cité précise, en page 60, que :

"A cet égard, l'article 8 opère une distinction selon que le migrant possède déjà une attestation de compétence du même type que celle exigée dans l'EMA (1), ou bien qu'il possède d'autres qualifications : diplôme, certificat, titre de formation, expérience professionnelle et, de façon générale, tout titre acquis autrement qu'à la suite d'un cycle de formation.

Dans les 2 cas l'autorité compétente peut procéder à la vérification sus-évoquée : vérifier que les garanties offertes sont équivalentes. Mais dans le premier cas, il sera plus difficile à l'autorité compétente de prouver que les garanties offertes par l'attestation de

(1) Etat membre d'accueil.

compétence dont fait état le migrant sont insuffisantes."

Il semble donc que doivent être compris dans la notion de "qualifications" :

- 1° tous les titres de formation professionnelle, qu'ils aient été ou non délivrés dans un Etat membre qui réglemente l'accès à la profession, et quelle que soit la qualification de ces titres au regard du droit de cet Etat ou de la directive;
- 2° tous les titres délivrés autrement qu'à la suite d'un cycle de formation, dans un Etat membre qui réglemente ou qui ne réglemente pas l'accès à la profession, et quelle que soit la qualification de ces titres au regard du droit de cet Etat ou de la directive (1);
- 3° l'expérience professionnelle.

3. Plusieurs dispositions du texte en projet doivent être adaptées pour être conformes à l'article 8 de la directive.

- a) A l'article 1er, 7°, la définition du titre de formation étranger est peu claire et trop restrictive.

(1) Lorsque de tels titres sont délivrés dans des Etats membres qui réglementent l'accès à la profession, ils constituent des attestations de compétence au sens de l'article 1er, c), deuxième tiret, de la directive.

La notion de diplôme, certificat ou attestation équivalente "qui satisfait (sic) aux conditions prévues par les articles 1, b), et 6, a) ou b), de la directive" est incompréhensible. La directive 92/51/CEE précitée n'utilise pas les mots "attestation équivalente", mais ceux de "attestation de compétence". En outre, l'article 1er, b), définit uniquement la notion de certificat et l'article 6, a) et b), constitue une partie du chapitre V de la directive relatif au "système de reconnaissance lorsque l'Etat membre d'accueil exige la possession d'un certificat", ce qui n'est nullement le cas en l'espèce.

Par ailleurs, la définition que donne le 7° du titre de formation étranger ne permet pas de tenir compte des différents titres de formation étrangers susceptibles d'être compris dans la notion très large de "qualifications" utilisée à l'article 8, alinéa 1er, b), de la directive.

- b) Aux articles 3, 2°; 5, 2°; 6, § 2, 2° et 6, § 3, 3°, il est trop restrictif de ne viser que le titre de formation étranger. En effet, il convient également de tenir compte des titres acquis autrement qu'à la suite d'un cycle de formation.
- c) A l'article 6, § 2, 2°, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que les documents visés aux points b) et d) ne peuvent concerner que les demandeurs dont les titres de formation étrangers ont été obtenus dans un pays dans lequel l'accès à la

.../...

profession est réglementé, ce qui ne sera pas le cas de tous les demandeurs.

- d) L'article 6, § 3, 1°, dispose que le ministre de l'Intérieur rejette la demande de reconnaissance lorsqu'il constate que le titre de formation étranger dont le demandeur requiert la reconnaissance ne correspond pas aux prescriptions définies par la directive en ce qui concerne la durée de la formation, le cycle d'études ou l'autorité qui a délivré le titre de formation étranger.

Il résulte cependant de l'article 8, alinéa 1er, de la directive, que le seul contrôle que peut effectuer l'Etat membre d'accueil consiste à vérifier si les qualifications obtenues dans d'autres Etats membres donnent des garanties équivalentes, notamment en matière de santé, de sécurité, de protection de l'environnement et de protection des consommateurs, à celles offertes par ses propres dispositions législatives, réglementaires ou administratives.

Par ailleurs, comme déjà mentionné, la notion de "qualification" a un champ d'application plus large que celui de diplôme, de certificat ou d'attestation de compétence visés par la directive, c'est-à-dire le diplôme, le certificat ou l'attestation de compétence permettant d'accéder à une profession réglementée dans l'Etat membre d'origine ou de l'exercer (la même observation vaut également pour l'article 6, § 3, 3°).

.../...

Enfin, en ce qui concerne l'attestation de compétence, la directive ne fixe aucune prescription concernant la durée ou le cycle d'études (1), puisque sa définition est essentiellement négative (une attestation de compétence est le titre qui n'est ni un diplôme ni un certificat).

4. En conclusion, sous peine de verser dans des distinctions et des énumérations incertaines, il convient de ne pas se référer à la qualification et aux caractéristiques formelles des formations professionnelles étrangères et des titres qui les sanctionnent, mais plutôt à leur contenu, c'est-à-dire au fait qu'ils doivent donner des garanties équivalentes à celles offertes par les formations professionnelles et les titres belges, notamment dans les domaines énumérés par l'article 8, alinéa 1er. Rien n'empêche le Roi de prévoir que, parmi les éléments permettant d'apprécier ces garanties, figure, par exemple, le fait que la formation professionnelle étrangère ait été dispensée par une autorité compétente pour ce faire.

Il convient, en outre, de tenir compte des titres acquis autrement qu'à la suite d'un cycle de formation.

(1) En ce qui concerne l'autorité qui a délivré l'attestation de compétence, l'article 1er, c), premier tiret, ne prévoit rien, alors que le second tiret mentionne l'appréciation des qualités personnelles, des aptitudes ou des connaissances du demandeur par une autorité désignée conformément aux dispositions législatives, réglementaires ou administratives d'un Etat membre.

L'article 21, § 1er, crée une commission intitulée "Commission Formation de entreprises de sécurité". Comme l'a rappelé la section de législation du Conseil d'Etat, si la consultation d'une commission est laissée à la discrétion du Gouvernement, celui-ci peut la créer d'initiative, aucune habilitation législative n'étant requise. Si, au contraire, la consultation de cette commission est obligatoire, la loi doit la créer, doit définir ses missions, sa composition, les indemnités ou rétributions éventuellement accordées à ses membres ainsi que les règles essentielles de son fonctionnement (1).

L'article 21, § 4, ne permet pas de déterminer avec certitude si l'intervention de la Commission est ou non obligatoire, par exemple avant de se prononcer sur une demande d'agrément (2). Par contre, d'autres dispositions du projet donnent à la Commission une compétence d'avis obligatoire voire même un pouvoir de décision. Tel est le cas notamment :

-
- (1) Voir notamment l'avis 26.242/2 donné par la section de législation du Conseil d'Etat le 23 avril 1997 sur un projet devenu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre et l'avis 29.959/1 donné par la section de législation du Conseil d'Etat le 9 mars 2000 sur un projet d'arrêté royal "portant institution d'un conseil, dénommé «Observatoire du commerce électronique et de la société de l'information»".
- (2) Selon la fonctionnaire déléguée, cette consultation est obligatoire.

.../...

1° de l'article 12, § 1er, alinéa 2, qui dispose que :

"Si l'organisme de formation désire évaluer l'aptitude des élèves sans soumettre une matière à examen, il doit en obtenir préalablement l'autorisation particulière accordée par la Commission ... ou, en cas d'urgence, par le président de cette commission.";

2° de l'article 12, § 4, qui dispose que :

"Le déroulement des examens peut être établi dans un règlement d'examens défini par le Ministre de l'Intérieur, après avis de la Commission ...";

3° de l'article 12, § 6, qui dispose que :

"Le Ministre de l'Intérieur peut, après avis de la Commission, ... définir les finalités d'une ou de plusieurs des formations";

4° de l'article 13, § 3, 3°, f), qui dispose que, pour pouvoir être agréé, un organisme de formation doit "engager uniquement des chargés de cours ... qui dispensent au maximum deux branches différentes, quel que soit l'organisme de formation, sauf dérogation expresse accordée par le Ministre de l'Intérieur après avis de la Commission ...";

5° de l'article 16 qui dispose que :

"Les formations doivent être organisées en tenant compte des modalités fondamentales de l'agrément",
sauf possibilité de dérogations moyennant l'autorisation expresse du président de la Commission.

.../...

La loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage ne prévoit pas la création d'une commission consultative chargée de donner des avis obligatoires.

Dès lors, il convient de revoir les dispositions du projet qui donnent à la commission créée par l'article 21, § 1er du projet, un tel pouvoir ainsi que celles relatives à l'intervention de son président lorsqu'il délivre des autorisations.

Observations particulières

Préambule

1. Il y a lieu d'omettre le premier visa en projet qui est superflu.

2. Il y a lieu de réécrire le deuxième visa en projet comme suit :

"Vu la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, modifiée par la loi du 19 juillet 1991, la loi du 18 juillet 1997 et la loi du 9 juin 1999, notamment les articles 5, alinéa 1er, 5°, 6, alinéa 1er, 5°, et 7". Les autres articles cités ne constituent pas le fondement légal du projet et doivent, dès lors, être omis.

.../...

3. A l'alinéa 3, devenant l'alinéa 2, l'intitulé exact de la directive 92/51/CEE du Conseil du 18 juin 1992 est le suivant :

"... Directive 92/51/CEE du Conseil du 18 juin 1992 relative à un deuxième système général de reconnaissance des formations professionnelles qui complète ...".

La même observation vaut pour l'article 1er, 1°.

4. Le texte néerlandais de l'alinéa 4, devenant l'alinéa 3, doit être réécrit.

Dispositif

Article 1er

1. Au 2°, il n'y a pas lieu de citer les modifications de la loi du 10 avril 1990, sous peine de "figer" ce texte, ce qui aurait pour conséquence que les modifications ultérieures apportées à ce même texte ne seraient pas applicables.

2. Il est suggéré d'omettre le 3°. L'arrêté en question n'est cité qu'une fois dans le texte en projet, il est, dès lors, inutile de lui réserver une définition.

.../...

3. Au 6°, il est inutile de définir la notion d'attestation de compétence. C'est, en effet, dans le dispositif du projet, et plus précisément à la fin du chapitre premier du titre III, qu'il convient d'indiquer que les organismes de formation qui organisent une ou plusieurs formations agréées par le ministre de l'Intérieur pour le personnel dirigeant ou d'exécution des entreprises de sécurité délivrent une attestation de compétence aux personnes qui ont réussi les examens relatifs à ces formations.

Titre II

Il est suggéré de diviser le titre II comme suit :

Chapitre premier : Généralités (articles 2 à 5).

Chapitre II. Conditions de reconnaissance des qualifications professionnelles étrangères (1).

Chapitre III. Procédure.

Article 2

1. Il est insuffisant d'énoncer le principe selon lequel nul ne peut exercer la fonction de personnel diri-

(1) L'expression "qualifications professionnelles" vise ici, à la fois les titres de formation professionnelle, les titres acquis autrement qu'à la suite d'un cycle de formation et l'expérience professionnelle.

geant s'il n'est détenteur d'une attestation de compétence délivrée à ceux qui ont suivi avec fruit la formation définie à l'article 9. En effet, il résulte de l'article 7 de la loi du 10 avril 1990 précitée et du chapitre II du titre III du projet que seules sont prises en compte les formations dispensées par des organismes agréés pour ce faire.

2. Plutôt que de mettre l'accent sur la notion de "détention d'une attestation de compétence", il serait plus conforme aux termes de l'article 5, alinéa 1er, 5°, de la loi du 10 avril 1990, précitée, d'écrire que, pour exercer une fonction dirigeante dans une entreprise de sécurité, il faut avoir suivi avec fruit une formation agréée décrite à l'article 9.

Il est suggéré de faire mention de l'attestation de compétence à la fin du chapitre premier du titre III.

3. La seconde phrase de l'alinéa 2 est, en tout état de cause, inutile et sera omise.

Article 3

Il est suggéré de remplacer le 2° et le 3° par l'indication que ne doit pas suivre la formation prévue à l'article 9, le personnel dirigeant qui satisfait aux conditions de reconnaissance des qualifications professionnelles étrangères prévues à l'article ... du projet. Les

.../...

précisions données aux 2° et 3° seront fusionnées avec certaines des dispositions de l'article 6 afin de grouper dans un même article, ou dans plusieurs articles consécutifs, les règles relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles étrangères.

Article 4

1. Il est insuffisant d'énoncer le principe selon lequel nul ne peut exercer la fonction de personnel d'exécution s'il n'est détenteur d'une attestation de compétence délivrée à ceux qui ont suivi avec fruit l'une des formations décrites aux articles 10 et 11. En effet, il résulte de l'article 7 de la loi du 10 avril 1990 précitée et du chapitre II du titre III du projet que seules sont prises en compte les formations dispensées par des organismes agréés pour ce faire.

2. Plutôt que de mettre l'accent sur la notion de "détention d'une attestation de compétence", il serait plus conforme aux termes de l'article 6, alinéa 1er, 5°, de la loi du 10 avril 1990 précitée d'écrire que pour exercer une fonction d'exécution dans une entreprise de sécurité, il faut avoir suivi avec fruit l'une des formations agréées décrites aux articles 10 et 11.

Quant à l'attestation de compétence, il est suggéré d'en faire mention à la fin du chapitre premier du titre III.

.../...

Article 5

Il est suggéré de remplacer le 2° et le 3° par l'indication que ne doit pas suivre l'une des formations prévues aux articles 10 et 11, le personnel d'exécution qui satisfait aux conditions de reconnaissance des qualifications professionnelles étrangères prévues à l'article ... du projet. Les précisions données aux 2° et 3° seront fusionnées avec certaines des dispositions de l'article 6 afin de regrouper dans un même article, ou dans plusieurs articles consécutifs, les règles relatives à la reconnaissance des qualifications professionnelles étrangères.

Article 6

1. Comme déjà mentionné, il est suggéré de répartir les dispositions de l'article 6 dans deux chapitres distincts : un chapitre relatif aux conditions de reconnaissance des qualifications professionnelles étrangères et un chapitre relatif à la procédure.

2. En vertu de l'article 30 de la Constitution, l'emploi des langues usitées en Belgique est facultatif, il ne peut être réglé que par la loi et seulement pour les actes de l'autorité publique et pour les affaires judiciaires. L'article 41 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966, dispose que les services centraux utilisent dans leurs rapports avec les particuliers celle des trois langues - c'est-à-dire, le français, le néerlandais,

.../...

l'allemand - dont ces particuliers ont fait usage. Ils répondent, cependant, aux entreprises privées établies dans une commune sans régime spécial de la région de langue française ou de langue néerlandaise dans la langue de cette région.

L'article 6, § 1er, alinéa 2, se limitera, dès lors, à prévoir que la demande (1) et les documents rédigés en langue étrangère doivent être accompagnés d'une traduction dans l'une des langues nationales (2).

Article 7

1. Il serait plus logique de régler les dispositions relatives à l'attestation de compétence après les dispositions relatives aux examens, c'est-à-dire à la fin du chapitre Ier du titre III.

2. Pour éviter toute ambiguïté, il y a lieu au paragraphe 1er de compléter la phrase en précisant ce qui a été réussi par les candidats.

(1) Mieux vaut utiliser le mot "demande" que le mot "requête".

(2) L'attention de l'auteur du projet est, cependant, attirée sur le fait que cette condition sera peut être difficilement réalisable pour les documents visés au paragraphe 2, 2°, e), c'est-à-dire, les syllabus et des notes de cours.
L'exigence d'une traduction dans l'une des langues nationales n'est pas contraire à la directive qui ne contient pas de disposition réglant cette question.

Article 8

1. Le paragraphe 1er doit être fusionné avec l'article 15.

De plus, il sera réécrit comme suit :

"Les formations définies à la section 2 du présent chapitre satisfont en permanence ...".

2. Il est suggéré de réécrire le second paragraphe comme suit :

"Les matières des formations sont orientées vers la pratique et adaptées à la fonction à laquelle la formation se rapporte. Leur contenu suit l'évolution de la législation ayant des répercussions sur le secteur de la sécurité.".

Article 12

1. Le paragraphe 1er, alinéa 1er, fait mention des exercices de "projection". Cette notion n'est pas claire. Il semble suffisant de viser les exercices pratiques.

2. On peut se demander s'il n'est pas excessif de permettre à la Commission Formation des entreprises de sécurité d'imposer le remplacement d'un examen prévu par un

.../...

organisme de formation par un examen écrit dont les questions sont rédigées par elle.

Titre III, chapitre II

1. Comme l'a confirmé la fonctionnaire déléguée, l'agrément n'est pas octroyé pour un organisme de formation, mais pour chaque formation organisée par celui-ci. Dès lors, à l'article 14, § 1er, les mots "la première demande d'agrément visée à l'article 13 du présent arrêté" ou, à l'article 18, les mots "à la date de l'agrément", visent chaque agrément particulier.

Article 13

1. Le paragraphe 2 de l'article 13 doit trouver place après le paragraphe 3. En effet, le paragraphe 3 fixe les conditions de base pour pouvoir être agréé, alors que le paragraphe 2 réserve expressément au ministre de l'Intérieur un pouvoir d'appréciation discrétionnaire concernant d'autres éléments qu'il énumère.

2. Au paragraphe 2, il y a lieu d'écrire :

"Lors de l'agrément ou du renouvellement de l'agrément ...".

.../...

3. Au paragraphe 2, 3°, l'on écrira : "et avec la confiance ...", et ce, afin d'indiquer clairement que le ministre de l'Intérieur ne peut se fonder que sur des faits et non sur une impression subjective.

4. Le paragraphe 3, 3°, a), est inutile. En effet, toutes les infractions visées aux articles 5, alinéa 1er, 1°, et 6, alinéa 1er, 1°, de la loi sont punies, sauf contraventionnalisation, de peines criminelles ou correctionnelles et entrent donc dans le point b) qui vise toute condamnation pour un fait constituant un crime ou un délit.

5. Au paragraphe 3, 3°, point b, l'on écrira : "n'ont été condamnés pour aucun fait susceptible d'être puni par une peine criminelle ou correctionnelle".

6. Au paragraphe 3, 3°, c), l'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que lorsque l'entreprise de sécurité est une personne morale, c'est elle et non les membres de son personnel qui est titulaire de l'agrément et qui, dès lors, fera l'objet d'une suspension, d'un retrait ou d'un refus de renouvellement de l'agrément.

7. Tel qu'il est rédigé, le paragraphe 3, 3°, d), n'autorise donc pas à écarter comme chargé de cours les personnes qui auraient été impliquées dans des faits ayant abouti à la suspension ou au retrait de l'agrément d'une personne morale.

.../...

8. Le paragraphe 3, 5°, mélange les compétences du coordonnateur de cours et les conditions auxquelles il doit satisfaire. Les mots "qui se porte garant" sont inadéquats. Cette disposition sera, dès lors, réécrite.

Article 14

1. Au paragraphe 1er, il convient de préciser que la demande est adressée au ministre de l'Intérieur.

2. Au paragraphe 2, il suffit d'écrire que la demande doit être envoyée au ministre de l'Intérieur.

3. Le rapport détaillé prévu au paragraphe 2, alinéa 2, comprend des renseignements qui sont déjà contenus dans les données actualisées qui doivent également être fournies lors de la demande de renouvellement. Tel est le cas des informations concernant le programme et l'organisation des cours ainsi que les coordonnées des chargés de cours. Par ailleurs, l'article 18 impose la communication à la Commission Formation des entreprises de sécurité d'un autre rapport détaillé qui fait en grande partie double emploi avec celui prévu à l'article 14, § 2, alinéa 2. Afin de réduire les contraintes administratives pesant sur les entreprises de sécurité, il convient de ne prévoir qu'un seul rapport détaillé contenant des informations qui ne sont pas déjà en possession de l'autorité publique. Le contenu de ce rapport détaillé doit être indiqué de manière suffisamment précise.

.../...

Article 15

Cette disposition doit précéder l'article 14 qui est relatif non pas aux conditions d'agrément, mais à la demande d'agrément.

Article 16

Cette disposition trouverait mieux sa place avant l'article 14 qui est relatif non pas aux conditions d'agrément, mais à la demande d'agrément.

Article 17

En vertu de l'article 17, § 2, l'organisme de formation transmet à la Commission Formation des entreprises de sécurité "la liste d'adresse des élèves inscrits au quatrième jour de cours". Ce renseignement va au-delà de ce qui est nécessaire pour apprécier les conditions d'agrément; leur transmission peut, en outre, porter atteinte au droit au respect de la vie privée des élèves. Dès lors, mieux vaut écrire : "la liste des noms des élèves inscrits ...".

Titre III, chapitre III

Il convient d'intituler ce chapitre "Contrôle des organismes de formation agréés". En effet, les dispositions du projet ne peuvent s'appliquer qu'aux organismes de formation agréés.

.../...

Article 18

Il est renvoyé à l'observation 3 formulée sous l'article 14.

Article 20

Il est suggéré d'insérer cette disposition dans l'article 13, § 3, 7°. Au surplus, on écrira : "Le ministre de l'Intérieur peut se faire représenter ...".

Article 22

1. Cet article dispose que :

"Les formations dispensées par les organismes de formation agréés au 1er janvier 2000 peuvent encore être dispensées pendant les dix-huit mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent arrêté."

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que l'échéance des dix-huit mois pourrait survenir en cours de session, ce qui obligerait à arrêter celle-ci. Dès lors, mieux vaut viser le fait que les formations peuvent encore débuter - et se poursuivre jusqu'à leur terme - pendant un certain temps après l'entrée en vigueur du projet.

.../...

2. Il se peut que des organismes de formation aient été agréés après le 1er janvier 2000. Si tel est le cas, cette date doit être modifiée.

Article 23

Les mots "à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté" sont inutiles et seront omis.

Article 24

Il n'y a pas lieu de déroger à la règle habituelle d'entrée en vigueur des arrêtés royaux. L'article 24 doit, dès lors, être omis.

Observations finales

Article 6, § 2

Il y a lieu d'éviter l'expression "A cet effet".

Aux 1° et 2°, il est suggéré d'écrire "les exceptions prévues aux articles ...".

Titre III

Il s'agit des entreprises "de" sécurité.

.../...

Il n'y a pas lieu d'employer le verbe "devoir" pour exprimer le caractère normatif d'un texte. Il suffit d'utiliser l'indicatif présent.

L'observation vaut également pour les articles 14, 16 et 17.

Article 8

1. Le premier paragraphe sera réécrit comme suit :

"Les formations définies à la section 2 du présent chapitre satisfont en permanence ...".

2. Il est suggéré de réécrire le second paragraphe comme suit :

"Les matières des formations sont orientées vers la pratique et adaptées à la fonction à laquelle la formation se rapporte. Leur contenu suit l'évolution de la législation ayant des répercussions sur le secteur de la sécurité.".

Article 9

Pour clarifier la formulation du texte, il y a lieu

- soit de formuler l'alinéa 1er comme suit :

.../...

"La formation du personnel dirigeant des entreprises de sécurité comporte au moins 72 heures et comprend : ..."

et de faire suivre l'énumération des branches telle quelle,

- soit de laisser intacte la formulation de l'alinéa 1er et de supprimer à chaque point le terme "branche" pour écrire :

"1° philosophie de la sécurité et objectifs...";

"2° étude de l'organisation du secteur de la sécurité privée...";

etc.

Cette remarque vaut également pour la formulation des articles 10 et 11.

Article 12, § 3

Au second alinéa, l'on écrira :

"Les personnes qui ... sont dispensées des ...".

Article 12, § 4

Il est suggéré d'écrire :

"Le déroulement des examens est établi ...".

.../...

Article 13, § 3, d)

Il y a lieu d'écrire "ou" à la place de "et/ou".

Article 18

Il convient de préciser de quels "candidats" il s'agit.

Article 21, § 1er, 4°

Il y a lieu d'écrire "ou" à la place de "et/ou".

Annexe

Il y a lieu d'écrire, in fine, :

"Vu pour être annexé à Notre arrêté royal du ...".

Remarques au sujet de la version néerlandaise du projet

Certains termes ou expressions du projet sont incorrects du point de vue de la correction de la langue. A ce propos, il est renvoyé aux remarques formulées dans la version néerlandaise, in fine, du présent avis.

Algemene opmerkingen

I. 1. Richtlijn 92/51/EEG van de Raad van 18 juni 1992 "betreffende een tweede algemeen stelsel van erkenning van beroepsopleidingen, ter aanvulling van Richtlijn 89/48/EEG", geeft verschillende regels voor de erkenning van beroepsopleidingen naargelang de ontvangende lidstaat voor de uitoefening van een bepaald beroep een diploma, een certificaat, of een bekwaamheidsattest, of een titel ten blijke van een algemene opleiding van het niveau van het basisonderwijs of van het secundaire onderwijs eist (AOBS-titel).

De opleidingen waarin het ontwerp voorziet kunnen niet beschouwd worden als opleidingen waarmee een diploma of een certificaat kan worden behaald, aangezien krachtens artikel 1, a) en b), van de richtlijn een diploma of certificaat een bewijs vormt van het met succes doorlopen van een "postsecundaire studiecycclus" of een studie- of beroepsopleidingscycclus, een stage of een periode van praktijkervaring "(na) een secundaire studiecycclus (te hebben) gevolgd". De opleidingen die in het ontwerp in uitzicht worden gesteld, kunnen gevolgd worden zonder dat enige voorafgaande diplomavereiste wordt gesteld, zodat ze niet gelijkgesteld kunnen worden met onderwijs na een secundaire studiecycclus. De bekwaamheidsattesten waarvan sprake in het ontwerp stemmen bijgevolg overeen met het begrip bekwaamheidsattest dat in artikel 1, c), van de richtlijn als volgt wordt gedefinieerd :

"... alle titels :

- waarmee een opleiding wordt afgesloten en die geen deel uitmaken van een geheel dat een diploma in de

.../...

zin van Richtlijn 89/48/EEG of een diploma of een certificaat in de zin van de onderhavige richtlijn vormt, dan wel

- die zijn afgegeven naar aanleiding van een beoordeling van de persoonlijke kwaliteiten, de bekwaamheden of de kennis van de aanvrager, die voor de uitoefening van een beroep van essentieel belang worden geacht door een overeenkomstig de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van een lidstaat aangewezen instantie, zonder dat het bewijs van een voorafgaande opleiding is vereist."

De beperkte duur van de opleidingen die bij het ontwerp worden georganiseerd en respectievelijk tweeënzeventig, vijfenzeventig en zestig lesuren omvatten (1) bevestigt dat het gaat om een bekwaamheidsattest.

2. Artikel 8 van de richtlijn bepaalt het volgende :

"Wanneer in de ontvangende lidstaat de toegang tot of de uitoefening van een gereguleerd beroep afhankelijk wordt gesteld van het bezit van een bekwaamheidsattest, mag de bevoegde instantie een onderdaan van een lidstaat de toegang tot of de uitoefening van dat beroep onder dezelfde voorwaarden als die welke voor eigen onderdanen gelden, niet weigeren wegens onvoldoende kwalificaties:

- a) indien de aanvrager in het bezit is van het bekwaamheidsattest dat door een andere lidstaat is

(1) In een intern stuk van de Europese Commissie dat aan de auditeur-rapporteur is overgezonden, met het opschrift "vademecum sur le système général de reconnaissance des qualifications professionnelles instauré par la Directive 89/48/EEG et complété par la Directive 92/51/EEG" staat, op bladzijde 29 : "l'attestation de compétence sanctionne une formation très courte (de quelques mois) qui n'a aucun lien avec la formation secondaire (longue ou courte) antérieure".

voorgeschreven om tot dat zelfde beroep op zijn grondgebied te worden toegelaten dan wel dat beroep aldaar uit te oefenen, en dat in een andere lidstaat behaald is,

of

- b) indien de aanvrager in andere lidstaten behaalde kwalificaties overlegt,

welke in het bijzonder met betrekking tot de gezondheid, de veiligheid, de milieubescherming en de consumentenbescherming garanties bieden die gelijkwaardig zijn aan de garanties welke op grond van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de ontvangende lidstaat zijn vereist.

Kan de aanvrager een dergelijk bekwaamheidsattest of dergelijke kwalificaties niet overleggen, dan zijn de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de ontvangende lidstaat van toepassing."

Het begrip "in andere lidstaten behaalde kwalificaties" wordt niet gedefinieerd in de richtlijn. De uitdrukking lijkt in ruime zin begrepen te moeten worden. Zo bijvoorbeeld staat op bladzijde 60 van het reeds genoemde vademecum :

"A cet égard, l'article 8 opère une distinction selon que le migrant possède déjà une attestation de compétence du même type que celle exigée dans l'EMA (1), ou bien qu'il possède d'autres qualifications : diplôme, certificat, titre de formation, expérience professionnelle et, de façon générale, tout titre acquis autrement qu'à la suite d'un cycle de formation.

Dans les 2 cas l'autorité compétente peut procéder à la vérification sus-évoquée : vérifier que les garanties offertes sont équivalentes. Mais dans le premier cas, il sera plus difficile à l'autorité compétente de prouver que les garanties offertes par l'attestation de

(1) Etat membre d'accueil.

compétence dont fait état le migrant sont insuffisantes."

Onder het begrip "kwalificaties" lijkt dus het volgende te moeten verstaan :

- 1° alle beroepsopleidingstitels, ongeacht of ze uitgereikt zijn in een lidstaat die de toegang tot het beroep regelt, en ongeacht de wijze van benoeming van die titels ten aanzien van het recht van die staat of ten aanzien van de richtlijn;
- 2° alle titels die anders zijn uitgereikt dan na afloop van een opleidingscyclus, in een lidstaat die de toegang tot het beroep al of niet regelt, en ongeacht de wijze van benoeming van die titels ten aanzien van het recht van die staat of ten aanzien van de richtlijn (1);
- 3° beroepservaring.

(1) Wanneer zulke titels uitgereikt worden in lidstaten die de toegang tot het beroep regelen, zijn het bekwaamheidsbewijzen in de zin van artikel 1, c), tweede streepje, van de richtlijn.

3. Verscheidene bepalingen van de ontworpen regeling moeten aangepast worden om ze te laten overeenstemmen met artikel 8 van de richtlijn.

- a) In artikel 1, 7°, is de definitie van buitenlandse opleidingstitel vaag en te beperkend.

Het begrip diploma, getuigschrift of gelijkaardig attest "dat voldoet aan de vereisten, genoemd in artikel 1, b) en artikel 6, a) of b) van de Richtlijn" is onbegrijpelijk. In de genoemde richtlijn 92/51/EEG wordt niet gesproken van "gelijkaardig attest", maar van "bekwaamheidsattest". Ook niet van "getuigschrift", doch van "certificaat". Bovendien wordt in artikel 1, b), alleen een definitie gegeven van het begrip certificaat, en maakt artikel 6, a) en b) deel uit van hoofdstuk V van de richtlijn, dat handelt over het "stelsel van erkenning wanneer de ontvangende lidstaat het bezit van een certificaat eist", wat in casu helemaal niet het geval is.

Daarenboven kan op basis van de definitie die in 7° wordt gegeven van een buitenlandse opleidingstitel, geen rekening worden gehouden met de verschillende buitenlandse opleidingstitels die onder het zeer ruime begrip "kwalificaties" kunnen vallen, dat gehanteerd wordt in artikel 8, eerste lid, b), van de richtlijn.

- b) In de artikelen 3, 2°; 5, 2°; 6, § 2, 2° en 6, § 3, 3° wordt alleen de buitenlandse opleidingstitel vermeld. Dat is te beperkend. Er moet immers ook aandacht ge-

.../...

schonken worden aan titels die op een andere wijze verkregen zijn dan na een opleidingscyclus.

- c) Wat artikel 6, § 2, 2°, betreft, wordt de aandacht van de steller van het ontwerp erop gevestigd dat de documenten genoemd in de onderdelen b) en d) alleen kunnen gelden voor aanvragers die hun buitenlandse opleidingstitel behaald hebben in een land waar de toegang tot het beroep gereguleerd is, wat niet zo zal zijn voor alle aanvragers.
- d) Artikel 6, § 3, 1°, bepaalt dat de Minister van Binnenlandse Zaken het verzoek om erkenning verwerpt, wanneer hij vaststelt dat de buitenlandse opleidingstitel om de erkenning waarvan de aanvrager verzoekt, niet overeenstemt met de voorschriften van de richtlijn wat betreft de opleidingsduur, de studiecycclus of de overheid die de buitenlandse opleidingstitel heeft uitgereikt.

Uit artikel 8, eerste lid, van de richtlijn blijkt echter dat de enige controle die de ontvangende lidstaat kan verrichten erin bestaat na te gaan of kwalificaties die in andere lidstaten verworven zijn, in het bijzonder met betrekking tot gezondheid, veiligheid, milieubescherming en consumentenbescherming garanties bieden die gelijkwaardig zijn aan die welke door zijn eigen wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen worden geboden.

Daarboven heeft het begrip "kwalificatie", zoals reeds gezegd, een veel ruimere werkingssfeer dan de begrippen

.../...

diploma, certificaat of bekwaamheidsattest genoemd in de richtlijn, dat wil zeggen het diploma, certificaat of bekwaamheidsattest dat toegang verleent tot een beroep dat gereglementeerd is in de lidstaat van herkomst of op basis waarvan dat beroep mag worden uitgeoefend (dezelfde opmerking geldt voor artikel 6, § 3, 3°).

Wat ten slotte het bekwaamheidsattest betreft, geeft de richtlijn geen voorschriften vast aangaande de duur of de studiecycclus (1), aangezien de definitie ervan in hoofdzaak negatief is (een bekwaamheidsattest is de titel die geen diploma noch een certificaat is).

4. Het besluit is dan ook dat het dienstig is, om te voorkomen dat men vervalst in gewaagde onderscheidingen en opsommingen, niet te verwijzen naar de kwalificatie en de formele kenmerken van buitenlandse beroepsopleidingen en titels waarmee ze worden afgesloten, maar veeleer naar de inhoud ervan, dat wil zeggen naar het feit dat ze soortgelijke garanties moeten bieden als die welke door Belgische beroepsopleidingen en titels geboden worden, inzonderheid op de gebieden die zijn opgesomd in artikel 8, eerste alinea. Niets belet de Koning te bepalen dat als één van de gegevens op grond waarvan die waarborgen kunnen worden beoordeeld,

(1) Wat betreft de instantie die het bekwaamheidsattest heeft afgegeven, bepaalt artikel 1, c), eerste streepje niets, terwijl in het tweede streepje sprake is van de beoordeling van de persoonlijke kwaliteiten, de bekwaamheden of de kennis van de aanvrager door een overeenkomstig de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van een Lid-Staat aangewezen instantie.

bijvoorbeeld ook het feit wordt vermeld dat de buitenlandse beroepsopleiding verstrekt is door een daartoe bevoegde instantie.

Bovendien dienen ook de titels in aanmerking te worden genomen die anders dan na een opleidingscyclus zijn behaald.

Bij artikel 21, § 1 wordt een commissie opgericht met de naam "Commissie opleiding beveiligingsondernemingen". Zoals de afdeling wetgeving van de Raad van State heeft opgemerkt kan de regering op eigen initiatief een commissie oprichten, indien ze vrij kan oordelen of ze deze commissie raadpleegt, en is daarvoor geen machtiging door de wetgever vereist. Indien het advies van die commissie evenwel verplicht moet worden ingewonnen, dan moet die commissie bij wet worden opgericht en moeten de taken, de samenstelling en de vergoedingen of bezoldigingen die eventueel aan haar leden worden toegekend alsook de fundamentele regels voor de werkwijze ervan, bij wet worden bepaald (1).

(1) Zie inzonderheid advies 26.242/2, uitgebracht door de afdeling wetgeving van de Raad van State op 23 april 1997 over een ontwerp dat het decreet van 24 juli 1997 is geworden dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, en advies 29.959/1, uitgebracht door de afdeling wetgeving van de Raad van State op 9 maart 2000 over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende instelling van een raad, 'Observatorium van de elektronische handel en van de informatiemaatschappij' genoemd".

Op basis van artikel 21, § 4, vermog niet met zekerheid te worden uitgemaakt of het optreden van de Commissie al dan niet verplicht is, bijvoorbeeld voordat een uitspraak wordt gedaan over een verzoek om erkenning (1). Andere bepalingen van het ontwerp daarentegen verlenen de commissie bevoegdheid voor het verstrekken van een verplicht advies en zelfs beslissingsmacht. Dat is onder meer het geval met :

1° artikel 12, § 1, tweede lid, dat bepaalt :

"Zo de opleidingsinstelling de bekwaamheid van de cursisten wenst te meten zonder van een vak examens af te nemen, dient zij voorafgaandelijk de bijzondere toestemming van de Commissie ... en, in geval van hoogdringendheid, van de voorzitter van deze commissie te bekomen";

2° artikel 12, § 4, dat bepaalt :

"Het verloop van de examens kan door de Minister van Binnenlandse Zaken, na advies van de voornoemde commissie ..., worden vastgesteld in een examen-reglement";

3° artikel 12, § 6, dat bepaalt :

"De Minister van Binnenlandse Zaken kan, na advies van de Commissie ..., voor één of meer opleidingen eindtermen bepalen";

4° artikel 13, § 3, 3°, f) dat bepaalt dat een opleidingsinstelling, om te kunnen worden erkend,

(1) Volgens de gemachtigde ambtenaar is die raadpleging verplicht.

"alleen lesgevers tewerk mag stellen die "behoudens uitdrukkelijke afwijking toegestaan door de Minister van Binnenlandse Zaken, na advies van de Commissie ... maximum twee verschillende vakken doceren, ongeacht de opleidingsinstelling";

5° artikel 16, dat bepaalt :

"De opleidingen dienen georganiseerd te worden met inachtneming van alle modaliteiten die aan de erkenning ten grondslag liggen",

behoudens mogelijke afwijkingen mits de voorzitter van de commissie daartoe uitdrukkelijk toestemming geeft.

De wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten voorziet niet in de oprichting van een adviescommissie die verplichte adviezen moet uitbrengen.

De bepalingen van het ontwerp waarbij de commissie opgericht bij artikel 21, § 1, van het ontwerp zulk een bevoegdheid wordt toegekend, alsook de bepalingen omtrent het inschakelen van de voorzitter van die commissie bij de afgifte van vergunningen, moeten bijgevolg worden herzien.

.../...

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. De eerste ontworpen aanhefverwijzing is overbodig en moet vervallen.

2. De tweede aanhefverwijzing moet als volgt worden herschreven :

"Gelet op de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, gewijzigd bij de wet van 19 juli 1991, de wet van 18 juli 1997 en de wet van 9 juni 1999, inzonderheid op de artikelen 5, eerste lid, 5°, 6, eerste lid, 5°, en 7". De andere genoemde artikelen vormen niet de rechtsgrond van het ontwerp en moeten bijgevolg vervallen.

3. Het derde lid, dat het tweede lid wordt, zou als volgt gesteld moeten worden :

"Overwegende dat richtlijn 92/51/EEG van de Raad van 18 juni 1992 betreffende een tweede algemeen stelsel van erkenning van beroepsopleidingen, ter aanvulling van richtlijn 89/48/EEG, in het Belgische recht omgezet dient te worden; dat het opportuun is dat deze omzetting in het kader van deze regelgeving geschiedt;".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 1, 1°.

.../...

4. Het vierde lid, dat het derde lid wordt, zou in beter Nederlands herschreven moeten worden.

Ook in artikel 1, 1°, behoort het correcte opschrift van richtlijn 92/51/EEG te worden gebezigd.

Dispositief

Artikel 1

1. In 2° gaat het niet aan de wijzigingen van de wet van 10 april 1990 te vermelden, omdat anders deze regeling wordt "bevroren", met als gevolg dat wijzigingen die later in diezelfde regeling worden aangebracht niet van toepassing zouden zijn.

2. Voorgesteld wordt punt 3° te laten vervallen. Het ontworpen besluit wordt slechts één keer genoemd in de ontworpen regeling, het heeft dan ook geen zin daarvan een definitie te geven.

3. Het heeft geen zin in 6° een definitie te geven van het begrip bekwaamheidsattest. Dat opleidingsinstellingen die één of meer door de Minister van Binnenlandse Zaken erkende opleidingen voor het leidinggevend of uitvoerend personeel van beveiligingsondernemingen organiseren, een bekwaamheidsattest uitreiken aan personen die

.../...

geslaagd zijn voor de examens over die opleidingen, moet immers vermeld worden in het dispositief van het ontwerp, meer bepaald aan het einde van hoofdstuk I van titel III.

Titel II

Voorgesteld wordt titel II als volgt in te delen :

Hoofdstuk I : Algemeen (artikelen 2 tot 5)

Hoofdstuk II : Voorwaarden voor de erkenning van buitenlandse beroepskwalificaties (1)

Hoofdstuk III : Procedure

Artikel 2

1. Het is niet voldoende als beginsel te stellen dat niemand de functie van leidinggevende mag uitoefenen tenzij hij houder is van een bekwaamheidsattest dat wordt uitgereikt aan degenen die de in artikel 9 omschreven opleiding met goed gevolg ontvangen hebben. Uit artikel 7 van de genoemde wet van 10 april 1990 en uit hoofdstuk II van titel III van het ontwerp blijkt namelijk dat alleen

(1) De term "beroepskwalificaties" slaat hier zowel op de titels uitgereikt na het afsluiten van een beroepsopleiding als op de titels die op een andere wijze verworven zijn dan na een opleidingscyclus, en op de beroepservaring.

opleidingen die verstrekt worden door daartoe erkende instellingen in aanmerking komen.

2. In plaats van de nadruk te leggen op het begrip "houder zijn van een bekwaamheidsattest", zou het conformer de bewoordingen van artikel 5, eerste lid, 5°, van de genoemde wet van 10 april 1990 zijn te schrijven dat, om een leidinggevende functie uit te oefenen in een beveiligingsonderneming, men met goed gevolg een erkende opleiding moet hebben genoten die beschreven is in artikel 9.

Voorgesteld wordt het bekwaamheidsattest te vermelden aan het einde van hoofdstuk I van titel III.

3. De tweede zin van het tweede lid is in ieder geval overbodig en moet vervallen.

Artikel 3

Voorgesteld wordt 2° en 3° te vervangen door de vermelding dat leidinggevend personeel dat voldoet aan de voorwaarden inzake erkenning van buitenlandse beroepskwalificaties bepaald in artikel ... van het ontwerp de in artikel 9 bepaalde opleiding niet hoeft te volgen. De preciseringen in 2° en 3° moeten samengevoegd worden met sommige bepalingen van artikel 6, zodat de regels voor de erkenning van buitenlandse beroepskwalificaties in eenzelfde

.../...

artikel of in verscheidene opeenvolgende artikelen worden samengebracht.

Artikel 4

1. Het is niet voldoende als principe te stellen dat niemand de functie van lid van het uitvoerend personeel mag uitoefenen tenzij hij houder is van een bekwaamheidsattest dat wordt afgegeven aan degenen die met goed gevolg een van de opleidingen beschreven in de artikelen 10 en 11 hebben voltooid. Uit artikel 7 van de voormelde wet van 10 april 1990 en uit titel III, hoofdstuk II, van het ontwerp blijkt immers dat alleen opleidingen die worden gegeven door daartoe erkende instellingen, in aanmerking worden genomen.

2. In plaats van de nadruk te leggen op het begrip "houder zijn van een bekwaamheidsattest" zou het beter aansluiten bij de bewoordingen van artikel 6, eerste lid, 5°, van de voornoemde wet van 10 april 1990 te schrijven dat wie in een beveiligingsonderneming een uitvoerende functie wil uitoefenen, met goed gevolg één van de erkende, in de artikelen 10 en 11 beschreven opleidingen moet hebben gevolgd.

Voorgesteld wordt het bekwaamheidsattest te vermelden aan het einde van titel III, hoofdstuk I.

.../...

Artikel 5

Voorgesteld wordt 2° en 3° te vervangen door de vermelding dat uitvoerend personeel dat voldoet aan de voorwaarden tot erkenning van buitenlandse beroepskwalificaties die in artikel ... van het ontwerp worden opgegeven, geen van de bij de artikelen 10 en 11 voorgeschreven opleidingen hoeft te ontvangen. De verduidelijkingen die in 2° en 3° worden gegeven, moeten worden samengevoegd met sommige bepalingen van artikel 6, zodat de regels voor de erkenning van buitenlandse beroepskwalificaties in éénzelfde artikel of in verschillende opeenvolgende artikelen worden gegroepeerd.

Artikel 6

1. Zoals reeds is vermeld, wordt voorgesteld de bepalingen van artikel 6 over twee afzonderlijke hoofdstukken te spreiden : één hoofdstuk over de voorwaarden voor de erkenning van buitenlandse beroepskwalificaties en één hoofdstuk over de procedure.

2. Krachtens artikel 30 van de Grondwet is het gebruik van de in België gesproken talen vrij en kan het niet worden geregeld dan door de wet en alleen voor handelingen van het openbaar gezag en voor gerechtszaken. Artikel 41 van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966, bepaalt dat centrale diensten voor hun betrekkingen met particulieren

.../...

gebruik maken van die van de drie talen - namelijk, Nederlands, Frans of Duits - waarvan de betrokkenen zich hebben bediend. Aan private bedrijven, die gevestigd zijn in een gemeente zonder speciale regeling uit het Nederlandse of het Franse taalgebied, wordt echter in de taal van dat gebied geantwoord.

In artikel 6, § 1, tweede lid, mag dus alleen worden bepaald dat bij de aanvraag (1) en de stukken die in een buitenlandse taal zijn opgemaakt, een vertaling in één van de landstalen moet worden gevoegd (2).

Artikel 7

1. Het zou logischer zijn dat de bepalingen over bekwaamheidsattesten na de bepalingen over de examens komen, dus aan het einde van titel III, hoofdstuk I.

2. Om dubbelzinnigheid te voorkomen, dient in paragraaf 1 te worden vermeld waarvoor de cursisten geslaagd moeten zijn.

(1) Het is beter het woord "aanvraag" te gebruiken in plaats van het woord "verzoekschrift".

(2) De steller van het ontwerp wordt er evenwel attent op gemaakt dat misschien moeilijk aan die voorwaarde zal kunnen worden voldaan voor de stukken vermeld in paragraaf 2, 2°, e), namelijk de syllabi en het collegedictaat.
Het eisen van een vertaling in één van de nationale talen is niet strijdig met de richtlijn die geen bepalingen daaromtrent bevat.

Artikel 8

1. Paragraaf 1 moet worden samengevoegd met artikel 15.

Voorts dient hij als volgt te worden herschreven :

"De opleidingen bepaald in afdeling 2 van dit hoofdstuk voldoen te allen tijde aan alle bepalingen van titel III van dit besluit."

2. Voorgesteld wordt paragraaf 2 als volgt te herschrijven :

"De vakken van de opleidingen zijn praktijkgericht en afgestemd op de functie waarop de opleiding betrekking heeft. De inhoud ervan wordt aangepast aan de ontwikkeling van de wetgeving die gevolgen heeft voor de beveiligingssector."

Artikel 12

1. In paragraaf 1, eerste lid, is sprake van "projecteringsoefeningen". Dat begrip is niet duidelijk. Het lijkt voldoende over praktijkoefeningen te spreken.

2. De vraag rijst of het niet overdreven is de Commissie Opleiding Beveiligingsondernemingen in staat te

.../...

stellen om te beslissen dat een examen dat door een opleidingsinstelling is gepland, moet worden vervangen door een schriftelijk examen waarvan de vragen door haar worden opgesteld.

Titel III, hoofdstuk II

1. Zoals de gemachtigde ambtenaar heeft bevestigd, wordt geen erkenning gegeven per opleidingsinstelling, maar per opleiding die door deze wordt gegeven. De woorden "de eerste aanvraag tot erkenning zoals bedoeld in artikel 13 van dit besluit" in artikel 14, § 1, of de woorden "op datum van de erkenning" in artikel 18, slaan dus op elke erkenning afzonderlijk.

Artikel 13

1. Paragraaf 2 van artikel 13 moet na paragraaf 3 komen. In paragraaf 3 wordt immers bepaald aan welke basisvoorwaarden moet worden voldaan om te kunnen worden erkend, terwijl in paragraaf 2 uitdrukkelijk een discretionaire beoordelingsbevoegdheid aan de Minister van Binnenlandse Zaken wordt gegeven om andere aspecten te regelen die in paragraaf 2 worden opgesomd.

2. In paragraaf 2 schrijve men :

.../...

"Bij erkenning of vernieuwing van de erkenning beoordeelt de Minister van Binnenlandse Zaken de voorwaarden gesteld in § 3 van dit artikel, alsmede : ...".

3. In paragraaf 2, 3°, schrijve men : "... de beroepsethiek en het vertrouwen dat in de instelling gesteld wordt," om duidelijk aan te geven dat de Minister van Binnenlandse Zaken zich alleen mag baseren op feiten en niet op een subjectieve indruk.

4. Paragraaf 3, 3°, a), is overbodig. Op alle strafbare feiten die in artikel 5, eerste lid, 1°, en artikel 6, eerste lid, 1°, van de wet worden genoemd, staan immers criminele of correctionele straffen, behalve als ze tot een overtreding worden herleid, en vallen dus onder punt b), dat betrekking heeft op alle veroordelingen voor een feit dat een wanbedrijf of een misdaad is.

5. In paragraaf 3, 3°, punt b, schrijve men : "niet veroordeeld zijn wegens enig feit waarop een criminele of een correctionele straf kan worden gesteld".

6. Wat paragraaf 3, 3°, c), betreft, wordt de steller van het ontwerp erop attent gemaakt dat wanneer de beveiligingsonderneming een rechtspersoon is, de vergunning toebehoort aan de beveiligingsonderneming zelf en niet aan haar personeelsleden, zodat een schorsing, intrekking of

.../...

weigering tot vernieuwing van de erkenning dus op die onderneming betrekking heeft.

7. De huidige redactie van paragraaf 3, 3°, d), biedt dus niet de mogelijkheid om personen die betrokken zouden zijn geweest bij feiten die tot schorsing of intrekking van de vergunning van een rechtspersoon hebben geleid, als lesgever opzij te zetten.

8. Paragraaf 3, 5°, bevat zowel de bevoegdheden van de cursuscoördinator als de voorwaarden waaraan deze moet voldoen. De woorden "dat instaat voor" zijn hier niet geschikt. Deze bepaling moet dus worden herschreven.

Artikel 14

1. In paragraaf 1 moet worden gepreciseerd dat de aanvraag aan de Minister van Binnenlandse Zaken wordt gericht.

2. In paragraaf 2 is het voldoende te schrijven dat de aanvraag aan de Minister van Binnenlandse Zaken moet worden toegezonden.

3. Het in paragraaf 2, tweede lid, genoemde gedetailleerde verslag bevat inlichtingen die al vervat zijn

.../...

in de geactualiseerde gegevens die ook bij de aanvraag tot vernieuwing moeten worden gevoegd. Dat is het geval met de inlichtingen over het programma en de organisatie van de cursussen, alsook met de personalia van de lesgevers. Bovendien bepaalt artikel 18 dat aan de Commissie Opleiding Beveiligingsondernemingen nog een ander gedetailleerd verslag moet worden bezorgd, dat het verslag genoemd in artikel 14, § 2, tweede lid, grotendeels overlapt. Om de administratieve druk op beveiligingsondernemingen te verminderen, dient te worden voorzien in één enkel gedetailleerd verslag, dat inlichtingen bevat waarover de overheid nog niet beschikt. De inhoud van dat gedetailleerde verslag moet voldoende nauwkeurig worden aangegeven.

Artikel 15

Deze bepaling moet voorafgaan aan artikel 14, dat geen betrekking heeft op de erkenningsvoorwaarden, maar op de erkenningsaanvraag.

Artikel 16

Deze bepaling zou beter voorafgaan aan artikel 14, dat geen betrekking heeft op de erkenningsvoorwaarden, maar op de erkenningsaanvraag.

.../...

Artikel 17

Krachtens artikel 17, § 2, zendt de opleidingsinstelling "de adressenlijst van de ingeschreven cursisten op de vierde lesdag" aan de Commissie Opleiding Veiligheidsondernemingen. Die informatie reikt verder dan noodzakelijk is om de erkenningsvoorwaarden te beoordelen; bovendien kan het verzenden van die informatie afbreuk doen aan het recht op eerbiediging van het privéleven van de cursisten. Bijgevolg is het beter te schrijven : "de lijst van de namen van de cursisten die ingeschreven waren op de vierde lesdag".

Titel III, hoofdstuk III

Het opschrift van dit hoofdstuk moet als volgt worden gesteld : "Controle op de erkende opleidingsinstellingen". De bepalingen van het ontwerp mogen immers alleen worden toegepast op erkende opleidingsinstellingen.

Artikel 18

Zie opmerking 3 onder artikel 14.

Artikel 20

Voorgesteld wordt die bepaling in artikel 13, § 3, 7°, op te nemen. Voorts dient te worden geschreven :

.../...

"De Minister van Binnenlandse Zaken kan zich laten vertegenwoordigen in de verschillende examencommissies van een opleidingsinstelling."

Artikel 22

1. Dit artikel bepaalt :

"De opleidingen verstrekt door de opleidingsinstellingen erkend op 1 januari 2000 kunnen verder verstrekt worden tot achttien maanden na de inwerkingtreding van dit besluit."

De steller van het ontwerp wordt erop attent gemaakt dat de termijn van achttien maanden kan aflopen tijdens de cursusperiode, waardoor die periode zou moeten worden beëindigd. Derhalve is het beter te verwijzen naar het feit dat de opleidingen nog kunnen beginnen - en kunnen worden voltooid - gedurende een bepaalde tijd na de inwerkingtreding van het ontwerp.

2. Het is mogelijk dat opleidingsinstellingen na 1 januari 2000 zijn erkend. In dat geval moet die datum worden gewijzigd.

.../...

Artikel 23

De woorden "op de datum dat dit besluit in werking treedt" zijn overbodig en moeten vervallen.

Artikel 24

Er is geen grond om af te wijken van de gebruikelijke regel inzake de inwerkingtreding van koninklijke besluiten. Artikel 24 behoort derhalve te vervallen.

Slotopmerkingen

Artikel 6, § 2

Het woord "Daartoe" dient achterwege te worden gelaten.

Voorgesteld wordt in 1° en 2° te schrijven : "de uitzonderingen vervat in ...".

Titel III

In het Frans is de juiste benaming "entreprises de sécurité".

Er is geen reden om een gebiedend werkwoord te moeten gebruiken om aan te geven dat de tekst normatief is.

.../...

De aantonende wijs is vereist.

De opmerking geldt ook voor de artikelen 14, 16 en 17.

Artikel 8

1. De eerste paragraaf moet worden herschreven als volgt :

"De opleidingen bepaald in afdeling 2 van dit hoofdstuk voldoen te allen tijde aan alle bepalingen van titel III van dit besluit.".

2. Voorgesteld wordt de tweede paragraaf als volgt te herschrijven :

"De vakken van de opleidingen zijn praktijkgericht en afgestemd op de functie waarop de opleiding betrekking heeft. De inhoud ervan is aangepast aan de ontwikkeling van de wetgeving die gevolgen heeft voor de beveiligings-sector.".

Artikel 9

Om de redactie van de tekst duidelijker te maken moet :

- hetzij het eerste lid als volgt worden gesteld :

.../...

"De opleiding van het leidinggevende personeel van beveiligingsondernemingen omvat ten minste 72 lesuren en bestaat uit: ...".

gevolgd door de opsomming van de vakken als zodanig, op de volgende manier :

1° het vak ...

2° het vak ...

- hetzij de redactie van het eerste lid ongewijzigd worden gelaten, het woord "vak" in elk punt worden geschrapt en worden geschreven:

"1° beveiligingsfilosofie en doelstellingen ...";

"2° studie van de organisatie van de sector van de particuliere veiligheid ...";

enz.

Deze opmerking geldt ook voor de redactie van de artikelen 10 en 11.

Artikel 12, § 3

In het tweede lid schrijve men :

"Personen die de in artikel ... bepaalde opleiding voor het uitvoerend personeel van beveiligingsondernemingen

.../...

met goed gevolg voltooid hebben, zijn vrijgesteld van de lessen en examens over de vakken genoemd in ...".

Artikel 12, § 4

Voorgesteld wordt te schrijven :

"Het verloop van de examens wordt door de Minister van Binnenlandse Zaken, na advies van de voornoemde Commissie Opleiding Beveiligingsondernemingen, voorgeschreven in een examenreglement.".

Artikel 13, § 3, d)

Het onderdeel zou aldus gesteld moeten worden :

"d) geen feiten begaan hebben die afbreuk kunnen doen aan de beroepsethiek van het personeel van beveiligingsondernemingen of aan die van lesgever;".

Artikel 18

Er moet worden gepreciseerd om welke "cursisten" het gaat.

.../...

Artikel 21, § 1, 4°

Er zou geschreven moeten worden :

"4° drie vertegenwoordigers van beveiligingsondernemingen die met goed gevolg een erkende opleiding voor het leidinggevend personeel of ... hebben genoten ...".

Bijlage

Onder het kopje "Gegevens opleiding", derde en vierde streepje, schrijve men : "... gespecialiseerd in de installatie, het onderhoud en de herstelling van alarm-systemen en -centrales".

"Opsomming van ... het eindcijfer".

Onder het kopje "Varia" schrijve men :

"Naam en handtekening van de eventuele leden van de examencommissie, ...".

Aan het slot schrijve men :

"Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van ...".

.../...

Aanmerkingen op de Nederlandse tekst van het ontwerp

Sommige termen of wendingen van het ontwerp voldoen niet uit een oogpunt van correct taalgebruik. Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte inhoudelijke opmerkingen en ongerekend de tekstvoorstellen die in het corpus van het advies gedaan zijn, wordt ten overvloede op het volgende gewezen :

- 1°) het woord "afleveren" of daarvan afgeleide zou overal in het ontwerp vervangen moeten worden door "afgeven" of "uitreiken" telkens als bescheiden bedoeld worden (bv. artikel 1, 7°);
- 2°) het woord "mits" wordt liever niet als voorzetsel gebezigd. Men schrijve dus telkens : "met inachtneming van" in plaats van "mits inachtneming van" (bv. art. 5, 2°);
- 3°) in artikel 6, § 2, 1°, tweede lid, schrijve men "aangezien" in plaats van "aanzien";
- 4°) in artikel 12, § 1, tweede lid, schrijve men "over een vak examens af te nemen" in plaats van examens af te nemen", alsook "dringende noodzakelijkheid" in plaats van "hoogdringendheid";
- 5°) in artikel 13, § 3, 4°, schrijve men : "in dit besluit geregelde ... een beroep kunnen doen" en in hetzelfde artikel, 7°, "de organisatoren" in plaats van "de inrichters";

.../...

6°) het woord "examenjury" (bv. in artikel 14, § 1, 6°), behoort in het hele ontwerp vervangen te worden door de term "examencommissie;

De Nederlandse tekst van het ontwerp zou uit een oogpunt van correct taalgebruik zorgvuldig herzien moeten worden.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

F. DELPEREE,
J.-M. FAVRESSE,

premier président,
eerste voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté
par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La
note du Bureau de coordination
a été rédigée et exposée
par Mme G. MARTOU, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.
De nota van het Coördina-
tiebureau werd opgesteld en toe-
gelicht door Mevr. G. MARTOU,
adjunct-referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PREMIER PRESIDENT - DE EERSTE
VOORZITTER,

J. GIELISSEN

J.-J. STRYCKMANS